



# Le printemps des retraitées et des retraités dans la rue le jeudi 11 avril 2019

## Un gouvernement sourd dingue !

Dès son arrivée à la présidence de la République M. Macron a attaqué les retraité-e-s : gel des pensions pour 2018 et 2019, augmentation de 25 % de la CSG, soit une perte de pouvoir d'achat de 5 % en deux ans ! Il a provoqué la colère, que plus de 200 000 personnes ont exprimé en manifestant le 15 mars 2018 à l'appel de nos neuf organisations.

Puis l'inflexibilité du gouvernement sourd dingue a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes et, parmi elles et eux, de très nombreuses personnes retraitées présentes sur les ronds-points, dans les discussions et manifestations.

Toutes ces mobilisations ont contraint le gouvernement à tenter de calmer la colère en acceptant d'annuler l'augmentation de la CSG pour une partie des retraité-e-s, de recevoir enfin une délégation de nos neuf organisations.

Le mécontentement persistant incite maintenant le gouvernement à envisager de respecter le code la Sécurité sociale, de revaloriser les pensions 2019 du montant de l'inflation ... mais seulement pour les basses pensions.

## Un gouvernement ... dingue de dons aux plus riches.

Le gouvernement ne remet pas en cause sa politique très inégalitaire :

L'augmentation de la CSG reste pour une partie des retraité-e-s. Le gouvernement tente de nous diviser en ne traitant pas tout le monde de la même façon. Il remet en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.

- Le bradage de biens publics à des « investisseurs privés », après les autoroutes, voilà les aéroports.
- Les exonérations de cotisations sociales (famille, maladie, vieillesse, etc.) provoquent des difficultés financières de la Sécurité Sociale, qui poussent à des reculs de la couverture maladie, la politique familiale, les pensions, etc.
- Nos neuf organisations sont reçues mais nos demandes ignorées : Gilles Le Gendre, président du groupe LREM de l'Assemblée Nationale, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, restent « dans la

ligne » de la politique du gouvernement : énormes cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires qui vident les caisses publiques, ce qui sert de prétexte à l'austérité pour les autres personnes, notamment retraitées.

## Des revendications qui peuvent et doivent être satisfaites

### De l'argent, il y en a !

Nous demandons le rétablissement de l'ISF (4,5 milliards d'euros), l'imposition des dividendes à l'impôt progressif (10 milliards), la fin du CICE (40 milliards en 2019), la suppression de l'exit tax (6 milliards), la lutte contre la fraude fiscale (au moins 100 milliards), etc.

### Nous revendiquons :

La suppression de la hausse de la CSG et des exonérations de cotisations sociales,

La revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014,

Un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;

Le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;

La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.





# FEDERATION GENERALE DES RETRAITES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Section de l'Oise

Mars 2019

FGR – FP  
20, rue Vignon  
75009 – PARIS  
[www.fgrfp.org](http://www.fgrfp.org)

Section de l'Oise  
Secrétaire départemental  
Claude Violet  
6, rue de Compiègne  
60190 – ESTREES ST DENIS  
☎ 03 44 41 32 75  
[violetc@club-internet.fr](mailto:violetc@club-internet.fr)

Si vous souhaitez recevoir ce bulletin par courriel, envoyez votre adresse électronique à Claude AURY : [aury.claude@wanadoo.fr](mailto:aury.claude@wanadoo.fr)

**Le 11 avril, rendons visibles notre colère et nos exigences !**

## **MANIFESTATION A COMPIEGNE RASSEMBLEMENT A 14 H 00 COURS GUYNEMER *Voir au verso***

*Ce mercredi 27 mars, Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès de G. Darmanin, et socialiste en peau de lapin à la mode Castaner, présentera en Conseil des ministres un projet de loi sur la Fonction Publique, lourd de conséquences. Présenté comme une « nécessité pour rendre la FP plus attractive et plus réactive », il vise derrière le paravent des mots, à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022 et au recours massif aux contractuels. C'est à terme, couplé avec la Réforme des retraites qui s'annonce, la fin du statut de la Fonction Publique et son alignement sur le fonctionnement et l'idéologie du secteur marchand.*

**La FGR-FP, qui tient son Congrès début avril au Mans, a publié le communiqué suivant :**

**Pour défendre la Fonction publique, la FGR-FP appelle les fonctionnaires retraités à l'action avec les actifs.**

Le projet de loi portant « transformation de la Fonction publique » présenté par Olivier Dussopt Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics vise à faire disparaître ce qui fait les fondements du statut de la Fonction publique.

***Nous avons à faire à une attaque tous azimuts visant les services publics comme les fonctionnaires.***

Le statut général de la Fonction Publique est pourtant une pièce maîtresse du pacte républicain. Il représente d'abord une protection pour les citoyens. En protégeant les fonctionnaires de l'arbitraire le statut évite l'instrumentalisation de l'administration à des fins partisans.

Parce que la Fédération Générale des Retraites de la Fonction Publique est viscéralement attachée à la Fonction publique, aux Services publics, aux principes républicains de Liberté mais aussi d'Égalité et de Fraternité elle ne peut se résigner à ces démantèlements.

**Elle apporte son soutien plein et entier aux organisations syndicales de fonctionnaires et appelle ses adhérents à participer aux actions menées pour défendre les trois versants de la Fonction publique, le statut des fonctionnaires et le Code des pensions civiles et militaires.**

*Claude VIOLET*